



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 22 au 28 novembre 2019

Le 29 novembre 2019

## Résumé

**Afghanistan** : La Banque mondiale a accordé un prêt de 52 M\$ pour le développement des ressources énergétique.

**Bhoutan** : Les transferts des migrants ont enregistré une forte baisse sur les six premiers mois de l'an 2019.

**Bangladesh** : Nouvelles mesures annoncées par la BSEC pour relancer le marché obligataire. D'autres réformes sont attendues pour dynamiser le marché obligataire privé. Instabilité des prix sur de nombreux produits alimentaires. Le Bangladesh 57ème sur 58 dans un classement sur la présence des femmes dans l'entrepreneuriat. Agriculture – Construction d'une usine d'engrais azotés (urée) pour 1,6 Mds €.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Le trafic aérien intérieur de passagers marque un essor de 4% en octobre. La dynamique du fret aérien demeure, quant à elle, en nette contraction en septembre. Le trafic portuaire de marchandises a, pour sa part, enregistré une hausse timide en octobre. L'arrivée de touristes étrangers, enfin, a progressé de 6,1% en octobre.

*Finances publiques* : Le déficit budgétaire des administrations centrales devrait s'établir à 3,7% du PIB pour l'exercice 2019-20 selon Moody's.

*Politique monétaire et financière, autres informations* : Les emprunts commerciaux extérieurs (ECB) s'affichent en forte hausse sur les six premiers mois de l'exercice actuel.

**Maldives** : Condamnation de l'ancien président Abdulla Yameen à 5 ans de prison.

**Népal** : Baisse des transferts de migrants au premier trimestre de l'exercice budgétaire actuel. Le ralentissement des départs de travailleurs migrants se confirme au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019-20.

**Pakistan** : Statu quo dans la conduite de la politique monétaire. Recul de l'indice de production industrielle pour le dixième mois consécutif en septembre 2019, signe de l'essoufflement de la croissance. Forte chute des ventes de véhicules automobiles sur les quatre premiers mois de l'exercice 2019/20. Modification de la carte conseils aux voyageurs.

**Sri Lanka** : Approbation en conseil des ministres de plusieurs baisses de taxes. Hausse du trafic de conteneur du port de Colombo sur la période janvier – septembre 2019.



## AFGHANISTAN

- **La Banque mondiale a accordé un prêt de 52 M\$ pour le développement des ressources énergétique.** L'objectif de cette aide est de financer le programme de renforcement des capacités de production de gaz naturel. Le soutien apporté par la Banque mondiale vise notamment la construction, l'exploitation et l'entretien d'un gazoduc entre Sheberghan et Mazar-e-Sharif. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de la Banque mondiale en faveur d'un meilleur accès à l'énergie en Afghanistan.

## BHOUTAN

- **Les transferts de migrants ont enregistré une forte baisse sur les six premiers mois de l'an 2019.** Ils ont ainsi reculé de 20% par rapport à 2018 pour s'établir à 1,1 Md Nu (14 M€) entre janvier et juin 2019, selon l'Autorité monétaire bhoutanaise (RMA). Cette contraction est principalement imputable à la forte chute des transferts libellés en euro (qui passent de 240 à 100 M€ entre le premier semestre 2018 et 2019), ainsi que des transferts libellés en dollar australien (de 17 à 10 M\$) ; à l'inverse, les transferts en dollar américain ont cependant soutenu les transferts de migrants avec une augmentation en rythme annuel de 54% à 11,3 M\$, dans un contexte où la devise bhoutanaise s'est toutefois dépréciée d'un peu moins de 7% face au dollar sur la période revue.

## BANGLADESH

- **Nouvelles mesures annoncées par la BSEC pour relancer le marché obligataire.** Le "gendarme" de la Bourse des valeurs de Dhaka, la *Bangladesh Securities and Exchange Commission* (BSEC), a annoncé le 20 novembre dernier préparer l'introduction des bons du Trésor sur le Dhaka Stock Exchange, qui pourront désormais être échangés sur le second marché.

De plus, la BSEC a pris des dispositions pour redynamiser le marché obligataire, notamment en réduisant sensiblement la fiscalité (les timbres fiscaux ont été ramenés à 0,10% ad valorem contre 2% précédemment); elle va prochainement publier une directive sur les obligations vertes ("Green Bonds"), pour permettre à ce nouveau créneau prometteur d'émerger sur le DSE, développer le marché de la finance islamique (obligations en *Sukuk*) et examiner la possibilité de permettre aux collectivités locales d'émettre des obligations à long terme.

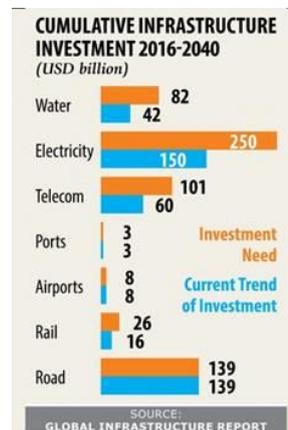
La mise en place d'une plate-forme électronique d'échanges est également attendue (*Alternative Trading Board* et *Small-cap Board*), ainsi que l'assouplissement et la simplification de la fiscalité et des délais d'introduction: la BSEC met jusqu'à 6 mois actuellement selon des sources bancaires pour autoriser des émissions de 10 M TK ou 107 000€.

- **D'autres réformes sont attendues pour dynamiser le marché obligataire privé.** A l'occasion d'un séminaire organisé le 26 octobre 2019 par City Bank Capital (CBC) ("*Development of Bond Market in Bangladesh*"), les opérateurs ont regretté l'absence de repères (*benchmarks*) sur le niveau moyen de rémunération des obligations qui permettraient de donner un cadre référent aux investisseurs ; ils ont également souligné le besoin de directives claires et simples pour attirer l'épargne, et notamment celle des travailleurs émigrés (la grande majorité des quelques



10 M de *non-resident Bangladeshis*), pour lesquels des programmes spécifiques d'investissement devraient être établis.

La *Bangladesh Investment Development Authority* (BIDA) a rappelé la nécessité de lever des capitaux à long terme sur le marché obligataire pour financer les énormes besoins d'infrastructures qui permettront au Bangladesh d'obtenir à l'horizon 2030 son reclassement par la Banque Mondiale en catégorie "*Upper MIC*" ou PRITS (pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure). Selon le *Global Infrastructure Hub* ([www.gihub.org/](http://www.gihub.org/)) les besoins sont évalués à 608 Mds\$ sur la période 2016-2040 pour les seules infrastructures ([outlook.gihub.org/countries/Bangladesh](http://outlook.gihub.org/countries/Bangladesh)), et le Bangladesh est actuellement sur une trajectoire où 192 Mds \$ manqueraient, notamment dans les secteurs de l'énergie (un gap de 100 Mds\$), des télécoms (41 Mds \$) et du traitement de l'eau (40 Mds\$).



- **Instabilité des prix sur de nombreux produits alimentaires.** Depuis l'envolée du cours de l'oignon en septembre dernier, les prix de nombreux produits de première nécessité ont connu une instabilité certaine au Bangladesh. L'huile, la farine et le riz ont ainsi connu une hausse des prix ces dernières semaines d'après la Trading Corporation of Bangladesh, entité publique qui effectue des relevés de prix sur les marchés de la capitale (<http://www.tcb.gov.bd/>).

Après la décision de New Delhi d'imposer un prix minimum à l'exportation fixé à 850\$ par tonne - quand le prix payé par les importateurs bangladais se situait autour de 250\$ à 300\$ jusque là – les prix de détail ont été multipliés par 5 jusqu'à atteindre 250 Tk/kg (2,7€). L'oignon est un aliment de base dans la cuisine bangladaise et l'augmentation des prix affecte particulièrement les foyers les plus défavorisés des zones urbaines. La décision indienne a un effet particulièrement fort, le Bangladesh étant extrêmement dépendant des importations des oignons produits chez son voisin. Cette situation intervient alors qu'en février 2019, une très bonne récolte conjuguée à des importations importantes avait fait chuter les prix à 20-25 BDT/kg, créant un vif mécontentement auprès des opérateurs qui investissaient alors à perte dans cette culture. Alors que l'indice global a diminué entre septembre et octobre dernier, passant respectivement de 5,54% à 5,47% en glissement annuel, l'inflation des prix à la consommation des biens alimentaires a augmenté de 5,30% à 5,49% sur cette période.

Commodities	September 30	November 26	Hike (%)
Onion	Tk 40-Tk 70	Tk 200-Tk 260	271-400%
Garlic	Tk 100-Tk 150	Tk 160-Tk 180	20-60%
Ginger	Tk 140-Tk160	Tk 160-Tk 240	14-50%
Rice (coarse & medium)	Tk 34-Tk 42	Tk 40-Tk 50	16-19%
Rice (finer)	Tk 46-Tk 68	Tk 53-Tk 72	5.0- 15%
Soybean oil (bottled) (per litre)	Tk 98-106	Tk 102-Tk 110	4.0%
Soybean oil (loose) (per litre)	Tk 78-Tk 82	Tk 85-Tk 88	7.0-9.0%
Lentil (finer Nepalese)	Tk 110-115	Tk 120-Tk 130	9.0-13%

Source: TCB, DAM, media reports

- **Le Bangladesh 57<sup>ème</sup> sur 58 dans un classement sur la présence des femmes dans l'entreprenariat.** Mastercard vient de publier le 20 novembre dernier la 3<sup>ème</sup> édition de son *Mastercard Index of Women Entrepreneurs 2019* (*The MIWE 2019*, <https://newsroom.mastercard.com/wp-content/uploads/2019/11/Mastercard-Index-of-Women-Entrepreneurs-2019.pdf>) et Dhaka reste 57<sup>ème</sup> sur 58 comme l'année dernière. Le Bangladesh



précède l’Egypte, mais en Asie il se place derrière l’Inde (52<sup>ème</sup>), le Vietnam (19<sup>ème</sup>) et la Thaïlande (14<sup>ème</sup>). Le pays se classe parmi les derniers dans toutes les catégories considérées : présence des femmes dans le monde du travail, accès aux financements et à la formation, la qualité de l’environnement entrepreneurial. Le rapport révèle que seulement 4,4% des propriétaires d’entreprises et 10,6% des chefs d’entreprise sont des femmes. Sur ces deux points, seules l’Arabie Saoudite et l’Egypte font moins bien.

- **Agriculture – Construction d’une usine d’engrais azotés (urée) pour 1,6 Mds €.** Le gouvernement a finalisé le projet de construction de la plus grande usine d’engrais azotés à base d’urée jamais construite dans le pays. La *Bangladesh Chemical Industries Corporation* (BCIC, <http://www.bcic.gov.bd/>) va construire l’usine dans le nord du pays, pour répondre à la demande de régions très agricoles évaluée à 1 M T d’engrais par an; l’usine couvrira 40% de la demande totale du pays avec une capacité maximale de production de 1,15 millions de tonnes/an et la BCIC évaluée à 3 Mds TK /an (32 M€) les économies réalisées sur les frais de transport des engrais depuis la région de Silhet qui concentre les autres unités de production.

Elle fonctionnera à partir de gaz naturel liquéfié importé (80 millions de pieds cubiques par jour) fourni par l’entreprise publique Petrobangla à un tarif préférentiel. Le coût du projet est estimé à 150 Mds Tk (1,6 Mds€). D’après BCIC, cette usine permettra de produire des engrais à un coût de 20 000 Tk la tonne sur une hypothèse de prix défavorable pour le GNL (20 TK le pied cubique contre 4,45 TK facturé aujourd’hui par BCIC à ses usines); contre en moyenne 29 000 Tk/t pour les produits importés.

## INDE

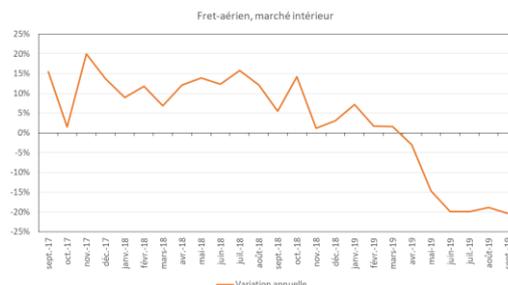
### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Le trafic aérien intérieur de passagers marque un essor de 4% en octobre**, avec près de 12,3 millions de passagers, selon les données de la Direction générale de l’aviation civile (DGCA). Pour rappel, la croissance en octobre 2018 s’était établie à 13% avant de chuter graduellement, pour tomber en territoire négatif en avril 2019 (en lien notamment à la crise financière de *Jet Airways* et l’interdiction de survol de l’espace aérien Pakistanais), et d’afficher une reprise timide depuis lors avec une hausse mensuelle moyenne de 3%.

Ainsi, les perspectives de croissance demeurent circonscrites à l’aune d’une demande en berne, alors que la compétition croissante entre les compagnies aériennes demeure très forte et induit une baisse des rendements des compagnies aériennes. En outre, on observe une hausse tendancielle du prix du carburant (*Aviation Turbine Fuel*), qui représente 40% des coûts totaux de fonctionnement, alors que la dépréciation sur le mois de la roupie a augmenté les coûts de location des avions, de la maintenance et des réparations. Les compagnies aériennes risquent de souffrir de cette situation, alors que le leader du marché, *Indigo*, pourrait réduire son offre en décembre avec une demande de la DGCA d’immobilisation de 23 A320 Neo en lien à des éventuels défauts des moteurs Pratt & Withney. La DGCA a également annoncé les chiffres quant aux parts de marché, avec notamment 48 % des passagers transportés par la compagnie *Indigo*, 16 % pour *SpiceJet* et 11 % pour *GoAir*.



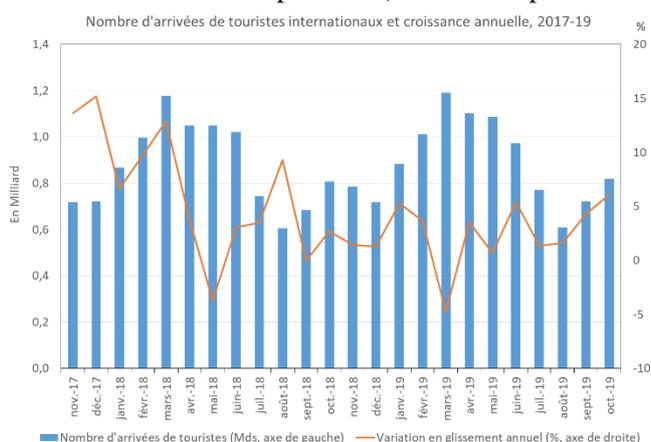
- **La dynamique du fret aérien demeure, quant à elle, en nette contraction en septembre :** elle recule ainsi pour le sixième mois consécutif, en baisse de 20,3% en septembre avec 58,6 Mtkm ; elle avait, pour mémoire, connu une période de stagnation, voire de repli entre la fin d'année 2014 et le début d'année 2017 avant d'enregistrer, depuis lors, une nette reprise, avec un pic à +19,9% en novembre 2017, avant d'afficher une nette modération (voir ci-contre).



- **Le trafic portuaire de marchandises a, pour sa part, enregistré une hausse timide en octobre.** Il s'élève à 404 millions de tonnes dans les douze principaux ports indiens selon les données publiées par l'Association portuaire indienne (IPA) et enregistre ainsi un essor de seulement 0,4 % en glissement annuel. Sur les treize ports étudiés, huit ont enregistré une hausse de leur trafic sur la période. Le port de Visakhapatnam, au sein de l'Andhra Pradesh, est celui qui enregistre la plus forte progression en rythme annuel (+9,1%), suivi par le port de Chidambaranar, dans le Tamil Nadu, (+6,5%), de Cochin (+4,7%) et celui de Paradip (+3,9%), dans l'Etat de l'Odisha. A l'inverse, on notera que le port de Mormugao, situé dans l'Etat de Goa, voit son trafic de marchandises se contracter de 18% en glissement annuel en octobre, à l'instar du port de New Mangalore (-15,1%), dans le Karnataka, de celui de Chennai (-9,1%) ou bien d'Ennore (-7,4%).

Selon l'Association portuaire indienne, le port de Deendayal, anciennement Kandla dans l'Etat du Gujarat, demeure par ailleurs celui qui concentre la plus forte activité (68,5 MT de marchandises ont transité par ce port en octobre), suivi par celui de Paradip (62 MT) et les deux ports de Mumbai (41 et 68 MT sur la période).

- **L'arrivée de touristes étrangers, enfin, a progressé de 6,1% en octobre.** Le ministère du Tourisme a ainsi recensé 944 million de touristes internationaux en visite en Inde au mois d'octobre, contre 890 million de touristes internationaux un an plus tôt. (soit 54 010 personnes supplémentaires en rythme annuel). Parmi eux, 25 % sont originaires du Bangladesh, 12 % des Etats-Unis et 9 % du Royaume-Uni. La France apparaît sur le mois comme le 9<sup>ème</sup> pays d'origine des touristes étrangers avec 2,4 % des entrées totales. L'aéroport de Delhi reste le principal point d'entrée des touristes étrangers (32%), suivi par celui de Mumbai (12%) et le poste terrestre de Haridaspur (11%), frontalier avec le Bangladesh.



## FINANCES PUBLIQUES

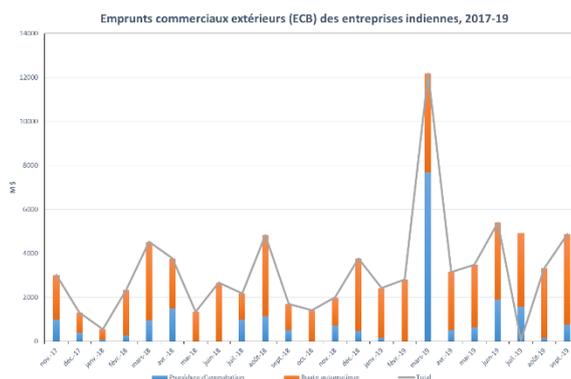
- **Le déficit budgétaire des administrations centrales devrait s'établir à 3,7% du PIB pour l'exercice 2019-20 selon Moody's,** alors qu'il atteignait 3,4% du PIB à l'exercice précédent, clôturé en mars dernier. Alors que le gouvernement ambitionne un déficit contenu à 3,3% du PIB, l'agence de notation explique ce creusement en premier lieu par une hausse soutenue des



dépenses des administrations centrales, dans un contexte de ralentissement marqué de l'économie, couplée à une collecte fiscale décevante. En outre, le déficit budgétaire des Etats, qui accusent également un net sous-recouvrement des recettes totales, devrait pour sa part s'établir à 3% du PIB, et porter ainsi le déficit budgétaire consolidé à 6,7%.

## POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

- **Les emprunts commerciaux extérieurs (ECB) s'affichent en forte hausse sur les six premiers mois de l'exercice actuel** (avril 2019 – septembre 2019). Les nouveaux emprunts atteignent, selon la Banque centrale, un total de 20,3 Mds \$ en cumul (dont 5,5 Mds \$ au titre de la procédure automatique et 19,6 Mds \$ au titre de la procédure d'approbation), contre 16,5 Mds \$ pour la période analogue un an plus tôt (dont 4,2 Mds \$ au titre de la procédure automatique), soit une progression de 23% en glissement annuel. Facilitée par l'assouplissement de réglementation afférente, cette progression corrobore l'intérêt des groupes indiens pour les emprunts extérieurs. Ceux-ci leur permettent en effet d'accéder à des conditions de financement comparativement favorables lors d'une année 2019 marquée par le resserrement des liquidités et la recrudescence de l'aversion au risque des investisseurs.



Sur 118 opérations enregistrées, 117 ont été réalisées par la voie automatique, à l'instar de l'emprunt à 10 ans de 600 M \$ réalisé par la compagnie de télécommunication *Reliance Jio* pour l'import de biens d'équipement, qui apparaît comme l'opération la plus importante de la période devant les levées de fonds de l'institution financière non-bancaire *Power Finance Corporation Ltd* (450 M\$ à dix ans), pour ses besoins de fonds de roulement, ou bien l'entreprise *Kia Motors India Private Ltd* (pour 330M\$ sur 5 ans pour l'importation de biens d'équipement). On notera, en outre, l'endettement via procédure spéciale de l'institution financière non-bancaire publique *Indian Railway Finance Corporation Ltd*, auprès de la Banque asiatique de développement (sur 19 années et six mois) afin de financer l'électrification des réseaux ferrés.

Le recours croissant aux emprunts extérieurs, qui représentent pour mémoire la principale composante de la dette extérieure indienne, traduit l'attractivité pour les groupes indiens (en particulier lorsqu'ils réalisent une part importante de leurs recettes en devises étrangères) des conditions de financement offertes par les marchés tiers. Les analystes s'attendent, enfin, à ce que les emprunts extérieurs continuent à progresser, suite à l'assouplissement par la Banque centrale de la réglementation afférente aux emprunts extérieurs pour les institutions financières non-bancaires.



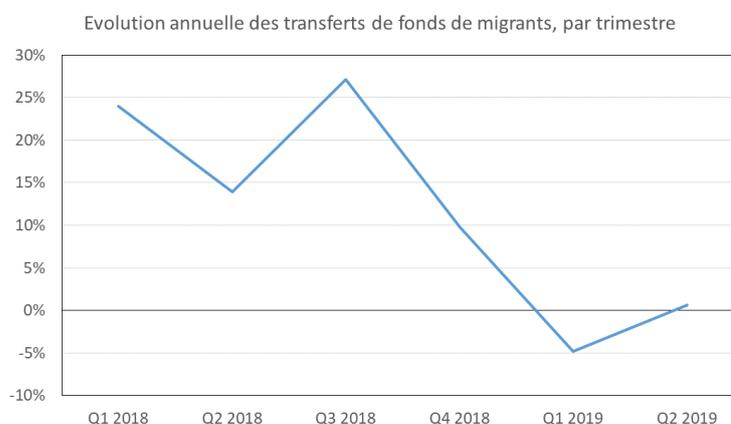
## MALDIVES

- **Condamnation de l'ancien président Abdulla Yameen à 5 ans de prison.** L'ancien président des Maldives, Abdulla Yameen, a été condamné par une cour criminelle à 5 ans de prison et à payer une amende de 5 M USD pour blanchiment d'argent. Il aurait reçu 1 M USD d'argent public via une entreprise privée. Il a été président de 2013 à 2018.

## NEPAL

- **Baisse des transferts de migrants au premier trimestre de l'exercice budgétaire actuel** (juillet – octobre 2019). Selon les données publiées par la Banque centrale népalaise (NRB), les transferts des migrants se sont élevés à 2 Mds NPR (soit 17 M€) entre juillet et octobre 2019, soit une baisse de 5 % par rapport à la période analogue en 2018. Ces chiffres ne tiennent pas compte de flux informels (hundis) qui pourraient représenter, selon certaines études, jusqu'à un quart des flux totaux alors que près d'un ménage sur deux disposait, directement ou indirectement, de transferts d'un migrant.

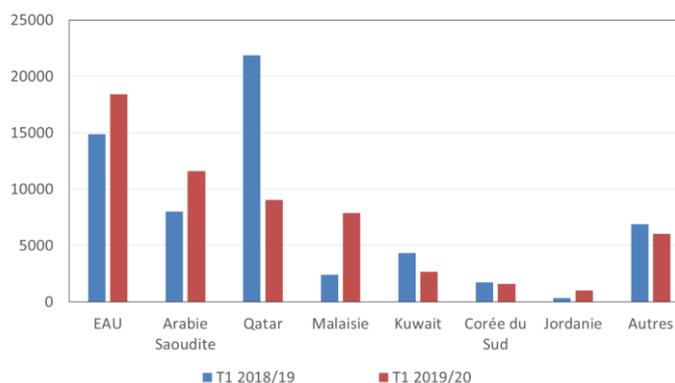
Alors que les transferts des migrants avaient fortement augmenté en 2018, ils semblent marquer le pas un an plus tard. L'Institut d'émission a indiqué que l'appréciation du dollar dans les récents mois devrait entraîner une hausse mécanique de ces fonds et que la reprise de l'activité dans les pays du Golfe, qui concentrent une part importante des migrants népalais, et ce, dans un contexte de légère remontée des prix des hydrocarbures, devrait également stimuler les transferts de migrants népalais. A contrario, la baisse du nombre de travailleurs népalais à l'étranger pourrait entraver l'essor de ces derniers (*voir infra*).





- Le ralentissement des départs de travailleurs migrants se confirme au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2019-20.** Le Bureau du travail a recensé 58 200 départs (et 51 341 renouvellement d'entrées) sur la période de la mi-juillet à la mi-octobre 2019, soit une contraction de 3,7% en glissement annuel du nombre de départs (- 1% pour les régularisations), qui tend ainsi à confirmer la tendance baissière sur les deux dernières années. La baisse est notamment tributaire de la forte chute des départs vers le Qatar (- 60% à 9 019 départs), dans un contexte marqué par la persistance de tensions géopolitiques avec ses voisins du Golfe, ainsi que vers le Kuwait (- 38 % à 2 687 migrants népalais) ou bien vers le Bahreïn (- 38% avec 738 départs enregistrés). On notera, par ailleurs, la hausse substantielle des départs vers la Malaisie (+ 230% à 7 856) dans le sillage du nouvel accord acté avec le gouvernement malaisien en septembre dernier, qui faisait suite à un différend majeur sur les procédures d'enregistrement depuis mai 2018. En parallèle, les départs vers le les Emirats-Arabes-Unis et l'Arabie Saoudite (premier et second récipiendaire de migrants népalais) enregistrent respectivement des essors de 24 et 45 % pour s'établir à 18 430 et 11 609 personnes au cours des trois premiers mois de l'exercice budgétaire 2019-20. Pour mémoire, ces chiffres ne recouvrent qu'une partie des départs, dans la mesure où les ressortissants népalais sont exemptés de visas pour l'Inde, qui n'apparaît donc pas dans ces statistiques.

Départs à l'étranger de travailleurs népalais, par pays de destination



## PAKISTAN

- Statu quo dans la conduite de la politique monétaire.** Le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 13,25 %. Cette décision intervient après une hausse cumulée de 750 pdb depuis janvier 2018 (+25 pdb en janvier 2018, +50 pdb en mai 2018, +100 pdb en juillet 2018, +100 pdb en septembre 2018, +150 pdb en novembre 2018, +25 pdb en janvier 2019, +50 pdb en avril 2019, +150 pdb en mai 2019 et +100 pdb en juillet 2019) portant le taux directeur à son plus haut niveau depuis huit ans. La Banque centrale maintient ses estimations de croissance du PIB inchangées à 3,5 % sur l'exercice 2019/20 (du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 30 juin 2020) et estime que l'orientation actuelle de la politique monétaire demeure appropriée pour faire face aux pressions inflationnistes et respecter la cible fixée autour de 11-12 % en 2019/20 et de 5-7 % au cours des prochains 24 mois.

La revue du Comité de politique monétaire souligne l'amélioration constante du secteur externe, avec une contraction du déficit courant de 73,5 % au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20 (un solde positif ayant été enregistré pour la première fois depuis quatre ans en octobre). La roupie pakistanaise s'est appréciée de 5,6 % face au dollar depuis le creux de juin 2019 et le niveau des réserves brutes de change s'est renforcé de 1,2 Md USD entre le début de l'exercice budgétaire et le 15 novembre 2019. Les efforts de consolidation budgétaire ont conduit à une forte amélioration de la balance primaire qui enregistre un solde positif au premier trimestre de l'exercice 2019/20 (une première depuis le second trimestre 2016). Les recettes



fiscales collectées par l'administration fédérale (FBR) enregistrent en outre une hausse de 16,2 % en glissement annuel au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2019/20 (à comparer à 6,4 % un an plus tôt). Selon le Comité de politique monétaire, la fin du financement du déficit public par la Banque centrale est de bon augure pour les perspectives d'évolution de l'inflation. La récente hausse de cette dernière (11 % en glissement annuel et 1,8 % en glissement mensuel en octobre 2019) serait principalement due à la hausse des prix alimentaires et l'inflation devrait commencer à diminuer dès le second semestre 2019/20.

- **Recul de l'indice de production industrielle pour le dixième mois consécutif en septembre 2019, signe de l'essoufflement de la croissance.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, s'est contracté de 5,6 % en glissement annuel et de 1,9 % par rapport au mois précédent. Sur le premier trimestre 2019/20 (1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2019), l'indice LSM enregistre une chute de 5,9 % en glissement annuel, à comparer à -0,6 % un an plus tôt. La production s'affiche en baisse dans de nombreux secteurs (9 sur 15) : alimentation/boissons/tabac (-8 %), automobile (-34,1 %), produits pharmaceutiques (-12 %), sidérurgie (-17 %), produits pétroliers (-14,5 %). En outre, l'industrie textile qui compte pour 20,9 % de l'indice continue de stagner (+0,2 %). Pour mémoire, la cible de progression de l'indice LSM a été fixée à +3,1 % sur l'exercice budgétaire 2019/20 par les autorités (après -3,6 % en 2018/19 et +5,5 % en 2017/18).
- **Forte chute des ventes de véhicules automobiles sur les quatre premiers mois de l'exercice 2019/20** (du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin 2020). Les ventes de véhicules automobiles ont reculé de 45,4 % entre juillet et octobre 2019 pour atteindre 45 567 unités. Sur cette période, les ventes se répartissent entre véhicules de plus de 1300 cm<sup>3</sup> à hauteur de 28,8 %, 16,4 % pour ceux entre 1000 et 1300 cm<sup>3</sup>, 43,9 % pour ceux de 800 à 1000 cm<sup>3</sup> et 10,9 % pour les jeeps et pick-ups. Si l'installation attendue de nouveaux constructeurs devrait accroître la concurrence, les trois constructeurs japonais qui assemblent au Pakistan continuent de dominer le marché. Leurs parts de marché atteignent 66,1 % pour Suzuki, 20,2 % pour Toyota et 12,8 % pour Honda. Ghandhara Nissan, qui assemble essentiellement des pick-ups en collaboration avec le constructeur chinois JAC Motors, compte pour seulement 0,9 % des ventes. Les ventes de poids lourds et de tracteurs se contractent respectivement de 48,6 % et de 39 % sur la période considérée. Les ventes de motocyclettes/tricycles à moteur enregistrent également une baisse notable de 17,9 %. Le marché connaît ainsi une situation déprimée qui s'explique principalement par la forte hausse des prix, notamment suite à la dépréciation de la roupie pakistanaise par rapport à l'USD ainsi qu'à l'augmentation des droits de douane et de la taxe à la vente sur les pièces importées, couplée à la hausse des taux d'intérêt.
- **Modification de la carte conseils aux voyageurs.** Le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a modifié la carte conseils aux voyageurs relative au Pakistan, en lien avec l'amélioration de la situation sécuritaire du pays. Ainsi les villes de Multan, Faisalabad et Sialkot sont désormais déconseillées sauf raisons impératives. Islamabad et sa périphérie dans un rayon de 50 km autour de la capitale (incluant l'aéroport international de Ghandara), la ville de Lahore et l'axe routier reliant Islamabad à Lahore (autoroute M2) sont désormais classées comme des zones à vigilance renforcée. Les entreprises ayant l'intention d'effectuer des voyages d'affaires au Pakistan sont encouragées à contacter le Service économique d'Islamabad au préalable afin de connaître les dernières évolutions de la situation.



Carte précédente



Carte actuelle



## SRI LANKA

- Approbation en conseil des ministres de plusieurs baisses de taxes.** Le conseil des ministres, le premier présidé par le nouveau Président Gotabaya Rajapaksa, a approuvé plusieurs mesures issues de son programme électoral. Pour soutenir la consommation, la TVA sera réduite de 15% à 8% et les ménages gagnant moins de 250 000 LKR par mois, contre 125 000 LKR précédemment, seront exonérés des impôts perçus par le mécanisme *Paye As You Earn* (PAYE). La réduction des taxes à l'importation sur les matières premières pour encourager l'industrie manufacturière locale, la baisse de 25% de la taxe sur les télécommunications et la suppression de la *National Building Tax* (NBT) font aussi parti des décisions annoncées. Le secteur de la construction n'est pas en reste : la taxe sur l'industrie de la construction sera divisée par deux, de 28 à 14%, et la TVA sur les condominiums sera supprimée. Les entreprises seront aussi soutenues : l'impôt sur les sociétés (IS) passera de 28% à 18% pour relancer leurs investissements. Ces mesures devraient, pour la majorité d'entre elles, entrer en vigueur au 1er décembre. Le parlement devra néanmoins les voter ultérieurement.

Le gouvernement affirme que ces baisses de revenus seront compensées par de nouvelles recettes issues d'une reprise de l'activité, notamment via une hausse des investissements privés, et par des économies sur les dépenses publiques. Ces baisses d'impôts ont lieu alors que le gouvernement devra parallèlement rembourser en moyenne 6 Mds USD de dette externe par an jusqu'en 2023 et s'est fixé un objectif de réduction du déficit budgétaire à moins de 4% du PIB d'ici à 2025, contre 5,9% actuellement.

- Hausse du trafic de conteneur du port de Colombo sur la période janvier – septembre 2019.** Au cours des neuf premiers mois de l'année 2019, le trafic de conteneurs du port de Colombo a cru de + 3,9% par rapport à la même période de 2018, soit une manutention totale de 5,4 millions d'EVPs. Pour le seul mois de septembre, 604 400 conteneurs (dont 108 735 pour



le marché intérieur) ont été traités, soit une hausse de 5,1% en glissement annuel. Le port de Colombo était en 2018 le 24<sup>ème</sup> plus important port à conteneurs au monde.

**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	<i>Climat des affaires</i>
<b>Inde</b>	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
<b>Maldives</b>	-		B2	Stable	-		D	D

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par T. Gharib, C. Stutzmann, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant et H. Lafond.

Version du 29/11/2019